

RCS : NANTES
Code greffe : 4401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2013 B 02006
Numéro SIREN : 451 479 208
Nom ou dénomination : GE Wind France SAS

Ce dépôt a été enregistré le 09/12/2022 sous le numéro de dépôt 27260

GE WIND FRANCE SAS

Société par actions simplifiée

11, rue Arthur III, Île de Nantes

44200 NANTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

GE WIND FRANCE SAS

Société par actions simplifiée

11, rue Arthur III, Île de Nantes

44200 NANTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société GE WIND FRANCE SAS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GE WIND FRANCE SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 21 novembre 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

 Veronique Laurent

Véronique LAURENT

COMPTES ANNUELS

Société : GE Wind France

Forme juridique : Société par actions simplifiée unipersonnelle

Siège social : 11 rue Arthur III Immeuble Insula Ile de Nantes 44200 NANTES

Date de clôture : 31/12/2021

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 271 442,93	243 693,23	1 027 749,70	1 154 893,99
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	586 557,93	586 557,93		
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	1 858 000,86	830 251,16	1 027 749,70	1 154 893,99
Terrains				
Constructions	3 716 452,16	166 961,18	3 549 490,98	
Installations techniques, matériel	68 969 139,69	51 111 908,47	17 857 231,22	23 448 917,52
Autres immobilisations corporelles	791 922,99	572 127,60	219 795,39	271 493,35
Immobilisations en cours	20 756 356,80	9 469 422,44	11 286 934,36	10 642 573,03
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	94 233 871,64	61 320 419,69	32 913 451,95	34 362 983,90
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	20 195 641,11	1 768 506,00	18 427 135,11	19 635 204,11
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	8 256 712,15		8 256 712,15	
Autres immobilisations financières	57 326,40		57 326,40	57 326,40
TOTAL immobilisations financières	28 509 679,66	1 768 506,00	26 741 173,66	19 692 530,51
Total Actif Immobilisé (II)	124 601 552,16	63 919 176,85	60 682 375,31	55 210 408,40
Matières premières, approvisionnements	44 899 010,15	17 268 389,64	27 630 620,51	1 213 316,49
En cours de production de biens	6 411 871,44		6 411 871,44	0,00
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	10 921 379,71		10 921 379,71	4 007 408,23
Marchandises				
TOTAL Stock	62 232 261,30	17 268 389,64	44 963 871,66	5 220 724,72
Avances et acomptes versés sur commandes	1 468 468,00		1 468 468,00	3 797 342,21
Clients et comptes rattachés	327 192 449,37	52 450,42	327 139 998,95	45 482 986,37
Autres créances	712 169 238,13		712 169 238,13	431 287 788,65
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	1 039 361 687,50	52 450,42	1 039 309 237,08	476 770 775,02
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	47 109,52		47 109,52	954 504,58
TOTAL Disponibilités	47 109,52		47 109,52	954 504,58
Charges constatées d'avance	90 535 137,06		90 535 137,06	85 794 214,42
TOTAL Actif circulant (III)	1 193 644 663,38	17 320 840,06	1 176 323 823,32	572 537 560,95
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	1 318 246 215,54	81 240 016,91	1 237 006 198,63	627 747 969,35

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 113 869 120,00)	113 869 120,00	113 869 120,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	5 773 110,45	5 773 110,45
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	5 773 110,45	5 773 110,45
Report à nouveau	1 420 315,00	109 689 098,49
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-211 670 958,51	-108 268 783,49
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	-90 608 413,06	121 062 545,45
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	123 013 679,59	70 209 586,18
Provisions pour charges	2 154 000,00	1 890 000,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	125 167 679,59	72 099 586,18
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	64 259 496,23	64 296 428,65
TOTAL Dettes financières	64 259 496,23	64 296 428,65
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	822 474 575,32	169 826 442,33
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	304 799 352,77	190 998 072,84
Dettes fiscales et sociales	10 907 651,86	9 463 538,35
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0,30	1 355,54
TOTAL Dettes d'exploitation	1 138 181 580,25	370 289 409,06
Produits constatés d'avance	5 855,62	0,01
TOTAL DETTES (IV)	1 202 446 932,10	434 585 837,72
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	1 237 006 198,63	627 747 969,35

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens	386 965 450,46	6 358 921,42	393 324 371,88	161 373 298,81
Production vendue services	3 180 562,20	22 525 388,53	25 705 950,73	29 298 321,62
Chiffres d'affaires nets	390 146 012,66	28 884 309,95	419 030 322,61	190 671 620,43
Production stockée			-18 688 457,75	31 832 751,43
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			48 395,23	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			141 035 291,72	95 219 433,85
Autres produits			612 953,60	1 417 703,90
Total des produits d'exploitation (I)			542 038 505,41	319 141 509,61
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			76 310,39	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-4 529 179,18	-25 343 932,07
Autres achats et charges externes			586 642 722,40	332 612 685,63
Impôts, taxes et versements assimilés			4 271 024,87	2 143 887,99
Salaires et traitements			19 750 300,42	15 379 872,89
Charges sociales			7 562 826,27	6 663 465,32
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	8 496 737,28	9 137 267,04
		Dotations aux provisions	9 469 422,44	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	50 081,14	57 000 501,58
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	139 972 172,64	29 050 013,93
Autres charges			1 019 051,56	5 243 820,86
Total des charges d'exploitation (II)			772 781 470,23	431 887 583,17
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-230 742 964,82	-112 746 073,56
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				73 707,48
Reprises sur provisions et transferts de charges			496 109,00	
Différences positives de change			5 439 505,47	1 544 411,72
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			5 935 614,47	1 618 119,20
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 704 178,00	560 437,00
Intérêts et charges assimilées			2 166 396,49	2 159 061,77
Différences négatives de change			276 780,93	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			4 147 355,42	2 719 498,77
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			1 788 259,05	-1 101 379,57
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-228 954 705,77	-113 847 453,13

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 123 922,05	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		450 000,00
Reprises sur provisions et transferts de charges		55 015 093,25
Total des produits exceptionnels (VII)	15 123 922,05	55 465 093,25
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	499 296,00	53 501 423,20
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	18 396,79	1 274 154,41
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	168 000,00	
Total des charges exceptionnelles (VIII)	685 692,79	54 775 577,61
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	14 438 229,26	689 515,64
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-2 845 518,00	-4 889 154,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	563 098 041,93	376 224 722,06
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	774 769 000,44	484 493 505,55
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-211 670 958,51	-108 268 783,49

Note 1 - Base d'établissement des comptes annuels

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2021 ont été préparés conformément aux dispositions définies par le Plan Comptable Général français issu du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au JO du 15 octobre 2014 ainsi que les règlements ANC 2015-06 et 2016-07, sans modification notable des règles comptables et des méthodes d'évaluation par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de la Société sont inclus par intégration globale dans les comptes consolidés établis par General Electric Company, dont le siège social est situé à Boston dans l'État du Massachusetts aux États-Unis.

Les comptes de la Société ont été préparés selon les mêmes principes et méthodes d'évaluation qu'au 31 décembre 2020.

Nous vous présentons le bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2021 et le compte de résultat dégageant une perte comptable de -211 670 958,51 euros.

Note 2 - Évènements majeurs de l'exercice

Contrôle fiscal :

Au cours de l'exercice 2020, la société GE Wind France, dont GE Renewable Holding France est actionnaire unique et avec laquelle elle est en intégration fiscale, a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices 2017 et 2018. En date du 18 août 2021, la société a reçu la proposition de rectification suite à la vérification de comptabilité. Les principaux points ci-dessous ont fait l'objet d'un redressement :

Provisions pour dépréciation des stocks
Provision pour pertes sur opérations en cours
Provision pour garantie
Provisions concernant Pales Cherbourg.

Le montant total du redressement est de 20 186 608 € portant intégralement sur les déficits reportables de la société. Ce redressement n'a pas d'impact financier sur les comptes de GE Wind France.

Concernant l'impact de 20 186 608 € sur les déficits reportables, des reprises sur les provisions concernées par le redressement ont été effectuées sur les exercices 2019 et 2020 pour 11.043.953 €, le montant des pertes

antérieures a donc été corrigé de 9 142 655 € en 2021, portant le total des déficits reportables à 1.116.372.609€.

Correction d'erreur :

Correction d'erreur de résultat du fait de la comptabilisation d'une reprise d'une charge constatée d'avance dans les comptes de l'exercice clos au 31.12.2020.

Une erreur impactant le résultat des états financiers a été découverte en 2021. Cette erreur de résultat, corrigée dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021, a un impact positif sur le résultat net de la société d'un montant de 12 288 271 €. Cet impact sur les comptes 2021 a été comptabilisé en produits exceptionnels.

Pour une meilleure lecture, une information comparative (comptes proforma) est présentée ci-après, montrant ainsi l'impact sur les comptes de 2020 :

Bilan actif

Compte Proforma

BILAN-ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 271 442,93	243 693,23	1 027 749,70	1 154 893,99
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	586 557,93	586 557,93		
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	1 858 000,86	830 251,16	1 027 749,70	1 154 893,99
Terrains				
Constructions	3 716 452,16	166 961,18	3 549 490,98	
Installations techniques, matériel	68 969 139,69	51 111 908,47	17 857 231,22	23 448 917,52
Autres immobilisations corporelles	791 922,99	572 127,60	219 795,39	271 493,35
Immobilisations en cours	20 756 356,80	9 469 422,44	11 286 934,36	10 642 573,03
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	94 233 871,64	61 320 419,69	32 913 451,95	34 362 983,90
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	20 195 641,11	1 768 506,00	18 427 135,11	19 635 204,11
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	8 256 712,15		8 256 712,15	
Autres immobilisations financières	57 326,40		57 326,40	57 326,40
TOTAL immobilisations financières	28 509 679,66	1 768 506,00	26 741 173,66	19 692 530,51
Total Actif Immobilisé (II)	124 601 552,16	63 919 176,85	60 682 375,31	55 210 408,40
Matières premières, approvisionnements	44 899 010,15	17 268 389,64	27 630 620,51	1 213 316,49
En cours de production de biens	6 411 871,44		6 411 871,44	0,00
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	10 921 379,71		10 921 379,71	4 007 408,23
Marchandises				
TOTAL Stock	62 232 261,30	17 268 389,64	44 963 871,66	5 220 724,72
Avances et acomptes versés sur commandes	1 468 468,00		1 468 468,00	3 797 342,21
Clients et comptes rattachés	327 192 449,37	52 450,42	327 139 998,95	45 482 986,37
Autres créances	712 169 238,13		712 169 238,13	431 287 788,65
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	1 039 361 687,50	52 450,42	1 039 309 237,08	476 770 775,02
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	47 109,52		47 109,52	954 504,58
TOTAL Disponibilités	47 109,52		47 109,52	954 504,58
Charges constatées d'avance	90 535 137,06		90 535 137,06	98 082 485,42
TOTAL Actif circulant (III)	1 193 644 663,38	17 320 840,06	1 176 323 823,32	584 825 831,95
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	1 318 246 215,54	81 240 016,91	1 237 006 198,63	640 036 240,35

Bilan passif

Compte Proforma

BILAN-PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 113 869 120,00)	113 869 120,00	113 869 120,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	5 773 110,45	5 773 110,45
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	5 773 110,45	5 773 110,45
Report à nouveau	1 420 315,00	109 689 098,49
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-211 670 958,51	-95 980 512,49
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	-90 608 413,06	133 350 816,45
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	123 013 679,59	70 209 586,18
Provisions pour charges	2 154 000,00	1 890 000,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	125 167 679,59	72 099 586,18
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	64 259 496,23	64 296 428,65
TOTAL Dettes financières	64 259 496,23	64 296 428,65
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	822 474 575,32	169 826 442,33
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	304 799 352,77	190 998 072,84
Dettes fiscales et sociales	10 907 651,86	9 463 538,35
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0,30	1 355,54
TOTAL Dettes d'exploitation	1 138 181 580,25	370 289 409,06
Produits constatés d'avance	5 855,62	0,01
TOTAL DETTES (IV)	1 202 446 932,10	434 585 837,72
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	1 237 006 198,63	640 036 240,35

Note 3 - Description des méthodes comptables

Principes retenus pour l'arrêté des Comptes Annuels

GE Wind France SAS est une société par actions simplifiée à associé unique de droit français qui arrête ses comptes en conformité avec la réglementation comptable française.

Ces comptes ont été préparés selon les mêmes principes et méthodes d'évaluation qu'au 31 décembre 2020.

Durée et comparabilité de l'exercice social

La durée de l'exercice clos au 31 décembre 2021 est de 12 mois, elle recouvre la période allant du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2021. L'exercice précédent avait également une durée de 12 mois.

Principe de continuité d'exploitation

La société a préparé ses comptes sur la base du principe comptable de continuité d'exploitation. .

Rappel des principes

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de continuité d'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, d'indépendance des exercices et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Note 4 - Modes et méthodes appliqués aux différents postes du bilan et du compte de résultat

Reconnaissance des transactions réalisées par la société au titre de ses contrats commerciaux

La Société réalise des ventes d'équipements et de services qui sont des contrats de longue durée.

Contrats de longue durée

- ✓ L'exécution des obligations contractuelles afférentes à ces contrats se déroule généralement sur deux ou plusieurs exercices comptables.
- ✓ Le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de l'état d'avancement du contrat. Dorénavant l'état d'avancement est défini sur la base des coûts engagés, à condition que ces derniers reflètent des travaux raisonnablement acceptés par le client. La différence entre le chiffre d'affaires évalué en fonction de l'état d'avancement et le chiffre d'affaires comptabilisé au titre des périodes précédentes constitue le chiffre d'affaires de la période.
- ✓ Le coût de revient des contrats inclut les coûts directs (tels que matières, main d'œuvre, sous-traitance, garantie) ainsi que les coûts indirects (conduite et direction des projets).

Les frais commerciaux, les frais administratifs et les frais financiers sont exclus des coûts de revient.
- ✓ Les charges encourues pour l'exécution du contrat sont dans un premier temps comptabilisées dans le compte de résultat.
- ✓ Ces nouvelles dispositions ont été appliquées aux nouveaux contrats à compter du 1er janvier 2019.
- ✓ Chaque contrat fait l'objet d'une revue à intervalles réguliers et la marge à terminaison (différence entre le prix de vente contractuel et le coût de revient) est réestimée sur la base des derniers éléments connus.
- ✓ S'il devient probable que le coût de revient à terminaison d'un contrat excède son chiffre d'affaires total estimé, la perte non encore constatée sur le chiffre d'affaires non encore reconnu fait immédiatement l'objet d'une provision.

- ✓ Au 31/12/2021, le montant des pertes à terminaison est de 71 501 283 € contre 51 826 735 € au 31/12/2020.

Ventes de biens et de services

Les revenus liés à la vente de biens sont reconnus lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages consécutifs à la vente (c'est-à-dire généralement lors de la livraison du bien).

Les revenus liés à des prestations de services sont reconnus à l'issue de l'exécution des obligations contractuelles.

Stocks et en-cours

Les stocks de matières et marchandises sont évalués à leur coût de revient en utilisant la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Ils font l'objet de dépréciation lorsque le coût de revient devient inférieur à la valeur probable de réalisation.

Le coût de revient des en-cours est déterminé selon les mêmes règles que celles définies plus haut pour déterminer le coût des ventes.

Transactions en devises

Enregistrements des opérations non couvertes par des opérations à terme

Les créances et dettes libellées en devises sont converties en euros sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les pertes et gains latents sont enregistrés dans des comptes d'écart de conversion, les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risques.

Fiscalement, ces écarts de conversion sont pris en compte pour la détermination du résultat imposable de l'exercice, conformément à l'article 38-4 du Code Général des Impôts. La provision pour risque est quant à elle non déductible.

Enregistrements des opérations couvertes par des opérations à terme

La société a recours à des instruments financiers de couverture pour limiter le risque d'exposition aux variations de cours des devises étrangères sur ses facturations clients ou factures fournisseurs dans lesdites devises étrangères. Pour ce faire elle procède principalement à des ventes ou achats à termes de devises étrangères souscrits en gré à gré avec des contreparties bancaires. Les opérations en devises (achats / ventes) sont converties au cours du jour de l'opération. A la clôture, les dettes et créances sont revalorisés en contrepartie d'un écart de conversion sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Parallèlement, les gains ou pertes de changes induits par les instruments dérivés auxquels elle a recours et répondant aux critères d'instrument de couvertures sont comptabilisés, à compter du 1er janvier 2017 de façon symétrique à l'élément couvert au compte de résultat.

Les couvertures adossées à des factures sont revalorisées en Chiffres d'affaires ou en Achats par contrepartie des comptes « effets des dérivés » comptabilisés à l'actif du bilan (rubrique « Disponibilités ») ou au passif du bilan (rubrique « Dettes financières »).

Les reports ou déports sont intégrés au coût de l'élément couvert au compte de résultat et ne sont pas étalés sur la durée de la couverture.

Fiscalement, les gains latents sur les contrats de change à terme en cours à la clôture de l'exercice sont pris en compte dans la détermination du résultat imposable de l'exercice. Sur cet exercice, la réintégration fiscale s'est élevée à 87 515 330 €. Concernant les pertes latentes, leur déduction est reportée à la date de réalisation de l'élément couvert. En application de l'article 38-6-3° du code général des impôts, un relevé des positions symétriques est annexé à la déclaration de résultat de l'exercice. Le montant des pertes latentes ainsi reporté est de 53 055 961 € pour cet exercice.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements ainsi que des éventuelles dépréciations constatées.

En l'absence de valeur résiduelle significative à la fin de la durée d'utilisation estimée, la base amortissable est généralement égale au coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée normale d'utilisation des biens considérés.

Les durées d'utilisation habituellement retenues pour des actifs acquis à l'état neuf sont les suivantes pour les catégories significatives d'immobilisations :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Si, dès l'origine, un ou plusieurs éléments constitutifs d'un même actif ont chacun des utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre.

Dépenses de recherche et développement

GE Wind France SAS est au sein du groupe, la société leader dans le développement de la technologie « Wind offshore ». Elle coordonne et centralise les efforts des différents centres de recherche des sociétés du groupe en particulier le centre de recherche et développement de Nantes ainsi que ceux des filiales espagnoles, allemandes et américaines.

Les dépenses de R&D prises en charge par la société au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 9 485 061 Euros.

Immobilisations financières

Titres de participation et autres titres immobilisés

La société a des titres de participation :

- GE Offshore Wind (Guangzhou) Co est détenue à hauteur de 100% par GE Wind France
- GE Offshore Wind equipment manufacturing est détenue à hauteur de 25% par GE Wind France.

Les opérations suivantes ont été constituées sur l'exercice :

- Reprise de provision pour les titres de GE Offshore Wind (Guangzhou) Co pour 496 109 €
- Dotation aux provisions pour les titres de GE Offshore Wind equipment manufacturing pour 1 704 178 €

Créances rattachées à des filiales et participations

Pas de créances rattachées à ces participations sur cet exercice.

Engagements en matière de retraites et avantages similaires

Conformément aux accords existants et à la convention collective, une indemnité de départ, calculée en fonction du nombre d'années de services effectuées, est versée aux salariés de l'entreprise lors de leurs départs en retraite. Ces indemnités se définissent comme des régimes à prestations définies dans la mesure où la société en tant qu'employeur s'engage sur le niveau des prestations à verser à ses salariés. Ces engagements de retraite sont évalués et comptabilisés conformément à la méthode 2 de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 (comptabilisation immédiate en résultat des écarts actuariels et des coûts des services passés).

Ainsi, pour déterminer la valeur actualisée, charges sociales incluses, de ses engagements, ainsi que le coût des services correspondants, la société utilise la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation nécessite l'utilisation de nombreuses hypothèses actuarielles, notamment âge de départ en retraite, taux d'actualisation et taux d'augmentation des salaires.

La provision inscrite au bilan correspond à la totalité de ces engagements sans aucun différé au titre des changements d'hypothèses actuarielles et des éventuels coûts des services passés relatifs à des modifications de régime.

La charge de l'exercice correspond :

- au coût des services rendus pendant l'exercice,
- au coût des services passés lors d'une modification, réduction ou liquidation de régime,
- à la désactualisation des engagements, et
- à la totalité de la variation des engagements résultant des changements d'hypothèses actuarielles.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des provisions pour indemnités de départ en retraite sont les suivantes :

- l'âge de départ à la retraite a été déterminé en fonction des évolutions législatives (recul de l'âge de départ en retraite) et de la catégorie socioprofessionnelle du salarié,
- le taux d'actualisation est déterminé en fonction du rendement des obligations des sociétés de bonne qualité (0.75 % au 31 décembre 2020 et 1.25 % au 31 décembre 2021),
- le taux d'augmentation des salaires doit être considéré comme une hypothèse à long terme et est basé sur le niveau d'inflation constaté et les attentes de différents organismes (Pas d'augmentation des salaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2021).

Les provisions

Provisions pour vétusté des stocks

La société GE Wind France SAS disposait dans ses stocks de composants d'éoliennes dont les spécifications ne correspondent plus aux contrats commerciaux en cours d'exécution. Ainsi, ces stocks étaient entièrement dépréciés au 31 décembre 2021.

Provisions règlementées

Néant

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir le cas échéant les risques suivants :

- *Provisions pour pertes à terminaison*

Conformément aux normes en vigueur, lorsqu'il devient probable que le coût de revient à terminaison d'un contrat excède son chiffre d'affaires total estimé, la perte non encore constatée sur les jalons non encore reconnus fait immédiatement l'objet d'une provision.

La revue dans le courant de l'exercice des contrats en cours d'exécution ou d'engagements pris sur des contrats futurs a conduit la société à provisionner des pertes à terminaison sur l'ensemble de ces contrats.

- *Provisions pour autres risques et charges*

Il s'agit des provisions pour risques couvrant des engagements pris par la société dans le cadre du développement de l'activité « Offshore » en France.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date d'arrêté des comptes.

Charges constatées d'avance

GE Wind France a versé des avances à une société du groupe établie au Danemark, dans le cadre de la sous-traitance de fabrication de pâles.

Ces avances, non remboursables, ont été octroyées au titre du financement des coûts de développement de la solution fournie par ce sous-traitant.

Cette sous-traitance concerne un contrat client dont l'exécution est prévue au cours des prochains exercices.

Le montant de ces avances s'élève à 88,9 m€ au 31 décembre 2021. Elles ont été comptabilisées en charges constatées d'avance.

Les charges constatées d'avance seront inscrites en charges au fur et à mesure de la livraison des pâles par le sous-traitant, dans le cadre de l'exécution du contrat client.

Note 5 - Répartition du chiffre d'affaires par destination

Le Chiffre d'affaires de l'exercice s'est réparti de la façon suivante :

Rubriques (en €)	31/12/2021			31/12/2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens	386 965 450,46	6 358 921,42	393 324 371,88	161 373 298,81
Production vendue services	3 180 562,20	22 525 388,53	25 705 950,73	29 298 321,62
Chiffres d'affaires nets	390 146 012,66	28 884 309,95	419 030 322,61	190 671 620,43

Note 6 - Résultat financier

Rubriques (en €)	31/12/2021			Exercice Clos le 31/12/2020
	Produits financiers	Charges financières	Montant net	Montant net
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés		- 2 166 396	- 2 166 396	- 2 085 355
Dont transactions avec entreprises liées		- 2 166 396	- 2 166 396	
Résultat de change	5 439 505	- 276 780	5 162 725	1 544 412
Dotations / Reprise financières aux amortissements et provisions	496 109	- 1 704 178	- 1 208 069	-560 437
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	5 439 505	- 4 147 355	1 788 259	-1 101 380

Note 7 - Résultat exceptionnel

Rubriques (en €)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 123 922,05	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		450 000,00
Reprises sur provisions et transferts de charges		55 015 093,25
Total des produits exceptionnels (VII)	15 123 922,05	55 465 093,25
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	499 296,00	53 501 423,20
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	18 396,79	1 274 154,41
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	168 000,00	
Total des charges exceptionnelles (VIII)	685 692,79	54 775 577,61
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	14 438 229,26	689 515,64

Le résultat exceptionnel est un gain de 14 438 229,26 € qui correspond essentiellement à :

- Amende : - 1.2 K€
- Payment LD's EDF 53 393 587 € - provision : 53 000 000 € = - 393 K€
- Divers : Honoraires : - 18 k€
- Réparation machine : -30 k€
- Litige prud'homal : - 168 k€
- Contrôle douane : - 74 k€
- Refacturation GE Eoliennes SN : + 2 836 k€
- Correction amortissement 2020 LM funding : + 12 288 K€

Note 8 - Immobilisations incorporelles, corporelles et financière

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	1 858 000,79		0,07	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre			3 716 452,16	
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	66 087 517,19		2 881 622,50	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	710 899,13		81 023,86	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique				
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	10 642 573,03		10 113 783,77	
	Avances et acomptes				
TOTAL (III)		77 440 989,35		16 792 882,29	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	20 195 641,11			
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	57 326,40		8 256 712,15	
TOTAL (IV)		20 252 967,51		8 256 712,15	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		99 551 957,65		25 049 594,51	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			1 858 000,86	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre			3 716 452,16	
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			68 969 139,69	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			791 922,99	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique				
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours			20 756 356,80	
	Avances et acomptes				
TOTAL (III)				94 233 871,64	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			20 195 641,11	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières			8 314 038,55	
TOTAL (IV)				28 509 679,66	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				124 601 552,16	

Amortissements et dépréciations

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		703 106,80	127 144,36		830 251,16
Terrains					
Constructions	Sur sol propre		166 961,18		166 961,18
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériels et outillages		42 638 599,67	8 473 308,80		51 111 908,47
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	439 405,78	132 721,82		572 127,60
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier				
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		43 078 005,45	8 772 991,80		51 850 997,25
TOTAL GENERAL (I + II + III)		43 781 112,25	8 900 136,16		52 681 248,41

Note 9 - Stocks et en cours

Rubriques (en €)	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements	Net	Net
Matières premières, approvisionnements	44 899 010,15	17 268 389,64	27 630 620,51	1 213 316,49
En cours de production de biens	6 411 871,44		6 411 871,44	0,00
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	10 921 379,71		10 921 379,71	4 007 408,23
Marchandises				
TOTAL Stock	62 232 261,30	17 268 389,64	44 963 871,66	5 220 724,72

Note 10 - Créances clients et comptes rattachés et autres créances

Rubriques (en €)	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements	Net	Net
CREANCES				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 468 468		1 468 468	
Clients, facturations émises	77 143 113	52 450	77 195 563	36 438 764
Clients, facturations à émettre	250 049 039		250 049 039	9 044 223
Clients et comptes rattachés	327 192 449	52 450	327 139 999	45 482 986
Autres créances	712 169 238		712 169 238	431 287 788
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	1 039 361 687	52 450	1 039 309 237	476 770 776

Note 11 - Échéancier des créances

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts		8 256 712,15	8 256 712,15	
Autres immobilisations financières		57 326,40	57 326,40	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		8 314 038,55	8 314 038,55	
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients		327 192 449,37	327 192 449,37	
Créances représentatives de titres prêtés	Prov pour dép ant constitués.			
Personnel et comptes rattachés		140 696,16	140 696,16	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		152 746,64	152 746,64	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	13 636 686,53	13 636 686,53	
	Taxe sur la valeur ajoutée	17 883 532,19	17 883 532,19	
	Autres impôts			
	Etat - divers			
Groupes et associés		674 160 964,28	674 160 964,28	
Débiteurs divers		6 194 612,33	6 194 612,33	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		1 039 361 687,50	1 039 361 687,50	
Charges constatées d'avance		90 535 137,06	90 535 137,06	
TOTAL DES CREANCES		1 138 210 863,11	1 138 210 863,11	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Note 12 - Capitaux propres

Capital social

Le capital de la société GE Wind France SAS est de 113 869 120,00 euros.

Ce capital est décomposé en 22 773 824 actions de 5 euros de nominal.

Liste des actionnaires

Composition du capital social

Nombre d'associés personnes morales : 1

Nombre de parts correspondantes : 22 773 824

Nombre d'associés personnes physiques :

Nombre de parts correspondantes :

Capital détenu par les personnes morales :

IDENTIFICATION		CAPITAL DETENU			ADRESSE		
Dénomination	SIREN	% détention	Nombre de parts	N°	Voie	CP	Commune
GE Renewable Holding France	484517271	100%	22773824	204	Rond-Point du Pont de Sèvres	92100	Boulogne - Billancourt

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social	113 869 120						113 869 120
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	-						
Réserve légale	5 773 110						5 773 110
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	109 689 098				-108 268 783		1 420 315
Résultat de l'exercice	-108 268 783	-211 670 959	108 268 783				-211 670 959
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL CAPITAUX PROPRES	121 062 545						- 90 608 413

Le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2020 a été affecté comme suit :

- report à nouveau créditeur : - 108 268 783.49 €

Note 13 - Provisions pour risques et charges et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litige				
Provisions pour garantie	15 914 753,18	35 325 040,74		51 239 793,92
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	416 780,59		416 780,59	
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	1 890 000,00	264 000,00		2 154 000,00
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	53 878 052,41	104 609 037,19	86 713 203,93	71 773 885,67
TOTAL (II)	72 099 586,18	140 198 077,93	87 129 984,52	125 167 679,59
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles		9 469 422,44		9 469 422,44
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	560 437,00	1 704 178,00	496 109,00	1 768 506,00
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	71 231 264,09	-63 705,95	53 899 168,50	17 268 389,64
Provisions sur comptes clients	2 369,26	55 881,80	5 800,64	52 450,42
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	71 794 070,35	11 165 776,29	54 401 078,14	28 558 768,50
TOTAL GENERAL (I + II + III)	143 893 656,53	151 363 854,22	141 531 062,66	153 726 448,09
Dont dotations et reprises d'exploitation		149 491 676,22	141 034 955,37	
Dont dotations et reprises financières		1 704 178,00	496 109,00	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		168 000,00		
dépréciations des titres mis en équivalence				

Note 14 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Rubriques	(en €)	31/12/2021	31/12/2020
DETTES D'EXPLOITATION			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		822 474 575	169 826 442
Fourisseurs, factures parvenues		121 054 145	49 359 684
Fourisseurs, factures non parvenues		183 745 207	141 638 389
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		304 799 352	190 998 073
Dettes fiscales et sociales		10 907 652	9 463 538
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			1 355
TOTAL Dettes d'exploitation		1 138 181 579	370 289 409

Note 15 - Échéancier des dettes

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				
	Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	64 259 496,23	64 259 496,23		
	Fournisseurs et comptes rattachés	304 799 352,77	304 799 352,77		
	Personnel et comptes rattachés	5 926 149,68	5 926 149,68		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 342 786,34	3 342 786,34		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	1 589,30	1 589,30		
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 485,00	3 485,00		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	1 633 641,54	1 633 641,54		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupes et associés				
	Autres dettes	0,30	0,30		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	5 855,62	5 855,62		
TOTAL DES DETTES		379 972 356,78	379 972 356,78		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Note 16 - Entreprises liées

Poste du bilan / résultat (en €)	Entreprises liées
Immobilisations financières	28 452 353
Emprunts et dettes financières divers	64 259 259
Dettes	154 816 505
Créances	134 558 257
Autres dettes / comptes courant	-
Autres créances / comptes courant	674 160 964
Produits financiers	496 109
Charges financières	2 166 396

Note 17 - Charges à payer

Dettes / résultat (en €)	Montant
Emprunts et dettes financières divers	50 000 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 468 468
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	183 745 207
Dettes fiscales et sociales	9 713 734

Note 18 - Instruments financiers de couverture

La totalité des instruments de couverture contractés par la société visent à couvrir l'exposition au risque de change.

Les résultats de change résultant de la comptabilisation des dettes et créances à caractère commercial ou financier et de leurs couvertures associées sont enregistrés en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations les ayant générés.

(en €)	au 31 décembre 2021			au 31 décembre 2020		
	Montant notionnel des instruments	Instruments à juste valeur positive	Instruments à juste valeur négative	Montant notionnel des instruments	Instruments à juste valeur positive	Instruments à juste valeur négative
Ventes à terme	687 399 932	248 123	52 372 942	52 304 078	407 075	306 650
Achats à terme	578 704 058	75 439 323	683 020	447 445 983	3 126 270	1 249 769
Garanties de change Coface Ventes	-	-	-	-	-	-
Coface Achats	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-
Total justes valeurs	1 266 103 990	75 687 447	53 055 962	499 750 061	3 533 345	1 556 419

Note 19 - Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Capitaux propres	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
GE Wind Offshore Guangzhou	10 841 313	100	22 878 526	0	(180 759)	0
GE Wind Offshore equipmenet manufacturing (Jieyang)	10 007 366	25	(2 415 360)	0	(2 594 610)	0

Note 20 - Dépenses de Recherche et Développement

Les dépenses de R&D prises en charge par la société au titre de l'exercice 2021 se montent à 9 485 061 Euros.

Note 21 - Effectifs et rémunérations

Effectifs de la société

	31/12/2021	31/12/2020
Ingénieurs et cadres	236	192
Employés administratifs, techniciens et agents de maitrise	21	23
Ouvriers	-	-
Total des effectifs	257	215

Salariés en apprentissage ou contrat de professionnalisation	2	1
--	---	---

Rémunération des administrateurs

Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs au titre de leurs mandats.

Note 22 - Engagements hors bilan

Engagement au titre des cautions bancaires et garanties de société-mère délivrées aux clients de la société

La société est engagée à dédommager les établissements bancaires en cas de mise en jeu par les clients des cautions et garanties qui leur ont été délivrées.

(Montant en €)	En cours au 31/12/2021	En cours au 31/12/2020
Garanties bancaires	1 170 204 656	519 817 746
Garanties société mère	336 890 307	331 739 029

Engagements de crédits-baux

Néant

Note 23 – Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisés par la société est déterminée comme en l'absence d'intégration. Les économies ou compléments d'impôt sur les sociétés générés par le régime d'intégration fiscale sont conservés par la tête d'intégration fiscale.

Le résultat fiscal de la société est une perte fiscale de 129 414 076 €.

L'impôt au taux normal de l'IS 26% est de 0 €.

Le poste « impôt sur sociétés » du compte de résultat constate un produit de 2 845 518 €. Il s'agit du montant de :

- Crédit d'impôt recherche 2021 = 2 845 518 € .

Situation impôt différé

<i>Libellé</i>	31/12/2021	31/12/2020
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions règlementées		
Subventions d'investissement		
Écart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Écart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	0	0
Total passif d'impôt futur	0	0
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires et provisions pour pertes à terminaison	100 597 109	53 514 736
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer		
Écart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Écart de conversion Passif		0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	1 116 372 609	995 599 876
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	1 216 969 718	940 566 669
Total actif d'impôt futur(25.83%)	314 343 278	242 948 370
Situation nette	314 343 278	242 948 370

Note 24 - Évènements postérieurs à la clôture

Néant.

GE Wind France SAS

Société par actions simplifiée au capital de 113 869 120 euros

Siège social : Immeuble Insula
11, Rue Arthur III, îles de Nantes
44200 NANTES
451 479 208 RCS Nantes

* * *

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 14 NOVEMBRE 2022**

DEUXIEME DECISION

L'associé unique prend acte du résultat social de l'exercice clos le 31 décembre 2021 qui se solde par une perte nette comptable de (211 670 958,51) euros, et, sur proposition du Président, décide de l'affecter en totalité au compte de report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'associé unique prend acte qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois exercices précédents.

Pour copie certifiée conforme

DocuSigned by:

D10E5A480014496...

Steven Curet
Président

GE WIND FRANCE SAS

Société par actions simplifiée

11, rue Arthur III, Île de Nantes

44200 NANTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

GE WIND FRANCE SAS

Société par actions simplifiée

11, rue Arthur III, Île de Nantes

44200 NANTES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'associé unique de la société GE WIND FRANCE SAS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GE WIND FRANCE SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 21 novembre 2022

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

 Veronique Laurent

Véronique LAURENT

COMPTES ANNUELS

Société : GE Wind France

Forme juridique : Société par actions simplifiée unipersonnelle

Siège social : 11 rue Arthur III Immeuble Insula Ile de Nantes 44200 NANTES

Date de clôture : 31/12/2021

Bilan actif

BILAN-ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 271 442,93	243 693,23	1 027 749,70	1 154 893,99
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	586 557,93	586 557,93		
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	1 858 000,86	830 251,16	1 027 749,70	1 154 893,99
Terrains				
Constructions	3 716 452,16	166 961,18	3 549 490,98	
Installations techniques, matériel	68 969 139,69	51 111 908,47	17 857 231,22	23 448 917,52
Autres immobilisations corporelles	791 922,99	572 127,60	219 795,39	271 493,35
Immobilisations en cours	20 756 356,80	9 469 422,44	11 286 934,36	10 642 573,03
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	94 233 871,64	61 320 419,69	32 913 451,95	34 362 983,90
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	20 195 641,11	1 768 506,00	18 427 135,11	19 635 204,11
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	8 256 712,15		8 256 712,15	
Autres immobilisations financières	57 326,40		57 326,40	57 326,40
TOTAL immobilisations financières	28 509 679,66	1 768 506,00	26 741 173,66	19 692 530,51
Total Actif Immobilisé (II)	124 601 552,16	63 919 176,85	60 682 375,31	55 210 408,40
Matières premières, approvisionnements	44 899 010,15	17 268 389,64	27 630 620,51	1 213 316,49
En cours de production de biens	6 411 871,44		6 411 871,44	0,00
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	10 921 379,71		10 921 379,71	4 007 408,23
Marchandises				
TOTAL Stock	62 232 261,30	17 268 389,64	44 963 871,66	5 220 724,72
Avances et acomptes versés sur commandes	1 468 468,00		1 468 468,00	3 797 342,21
Clients et comptes rattachés	327 192 449,37	52 450,42	327 139 998,95	45 482 986,37
Autres créances	712 169 238,13		712 169 238,13	431 287 788,65
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	1 039 361 687,50	52 450,42	1 039 309 237,08	476 770 775,02
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	47 109,52		47 109,52	954 504,58
TOTAL Disponibilités	47 109,52		47 109,52	954 504,58
Charges constatées d'avance	90 535 137,06		90 535 137,06	85 794 214,42
TOTAL Actif circulant (III)	1 193 644 663,38	17 320 840,06	1 176 323 823,32	572 537 560,95
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	1 318 246 215,54	81 240 016,91	1 237 006 198,63	627 747 969,35

Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel (dont versé : 113 869 120,00)	113 869 120,00	113 869 120,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	5 773 110,45	5 773 110,45
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	5 773 110,45	5 773 110,45
Report à nouveau	1 420 315,00	109 689 098,49
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-211 670 958,51	-108 268 783,49
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	-90 608 413,06	121 062 545,45
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	123 013 679,59	70 209 586,18
Provisions pour charges	2 154 000,00	1 890 000,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	125 167 679,59	72 099 586,18
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	64 259 496,23	64 296 428,65
TOTAL Dettes financières	64 259 496,23	64 296 428,65
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	822 474 575,32	169 826 442,33
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	304 799 352,77	190 998 072,84
Dettes fiscales et sociales	10 907 651,86	9 463 538,35
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0,30	1 355,54
TOTAL Dettes d'exploitation	1 138 181 580,25	370 289 409,06
Produits constatés d'avance	5 855,62	0,01
TOTAL DETTES (IV)	1 202 446 932,10	434 585 837,72
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	1 237 006 198,63	627 747 969,35

Compte de résultat

Compte de résultat	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens	386 965 450,46	6 358 921,42	393 324 371,88	161 373 298,81
Production vendue services	3 180 562,20	22 525 388,53	25 705 950,73	29 298 321,62
Chiffres d'affaires nets	390 146 012,66	28 884 309,95	419 030 322,61	190 671 620,43
Production stockée			-18 688 457,75	31 832 751,43
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			48 395,23	
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			141 035 291,72	95 219 433,85
Autres produits			612 953,60	1 417 703,90
Total des produits d'exploitation (I)			542 038 505,41	319 141 509,61
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			76 310,39	
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-4 529 179,18	-25 343 932,07
Autres achats et charges externes			586 642 722,40	332 612 685,63
Impôts, taxes et versements assimilés			4 271 024,87	2 143 887,99
Salaires et traitements			19 750 300,42	15 379 872,89
Charges sociales			7 562 826,27	6 663 465,32
Dotations d'exploitation	sur immobilisations	Dotations aux amortissements	8 496 737,28	9 137 267,04
		Dotations aux provisions	9 469 422,44	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions	50 081,14	57 000 501,58
		Pour risques et charges : dotations aux provisions	139 972 172,64	29 050 013,93
Autres charges			1 019 051,56	5 243 820,86
Total des charges d'exploitation (II)			772 781 470,23	431 887 583,17
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			-230 742 964,82	-112 746 073,56
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				73 707,48
Reprises sur provisions et transferts de charges			496 109,00	
Différences positives de change			5 439 505,47	1 544 411,72
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			5 935 614,47	1 618 119,20
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 704 178,00	560 437,00
Intérêts et charges assimilées			2 166 396,49	2 159 061,77
Différences négatives de change			276 780,93	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (VI)			4 147 355,42	2 719 498,77
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)			1 788 259,05	-1 101 379,57
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-228 954 705,77	-113 847 453,13

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 123 922,05	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		450 000,00
Reprises sur provisions et transferts de charges		55 015 093,25
Total des produits exceptionnels (VII)	15 123 922,05	55 465 093,25
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	499 296,00	53 501 423,20
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	18 396,79	1 274 154,41
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	168 000,00	
Total des charges exceptionnelles (VIII)	685 692,79	54 775 577,61
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	14 438 229,26	689 515,64
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-2 845 518,00	-4 889 154,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	563 098 041,93	376 224 722,06
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	774 769 000,44	484 493 505,55
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-211 670 958,51	-108 268 783,49

Note 1 - Base d'établissement des comptes annuels

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2021 ont été préparés conformément aux dispositions définies par le Plan Comptable Général français issu du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au JO du 15 octobre 2014 ainsi que les règlements ANC 2015-06 et 2016-07, sans modification notable des règles comptables et des méthodes d'évaluation par rapport à l'exercice précédent.

Les comptes de la Société sont inclus par intégration globale dans les comptes consolidés établis par General Electric Company, dont le siège social est situé à Boston dans l'État du Massachusetts aux États-Unis.

Les comptes de la Société ont été préparés selon les mêmes principes et méthodes d'évaluation qu'au 31 décembre 2020.

Nous vous présentons le bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2021 et le compte de résultat dégageant une perte comptable de -211 670 958,51 euros.

Note 2 - Évènements majeurs de l'exercice

Contrôle fiscal :

Au cours de l'exercice 2020, la société GE Wind France, dont GE Renewable Holding France est actionnaire unique et avec laquelle elle est en intégration fiscale, a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices 2017 et 2018. En date du 18 août 2021, la société a reçu la proposition de rectification suite à la vérification de comptabilité. Les principaux points ci-dessous ont fait l'objet d'un redressement :

Provisions pour dépréciation des stocks
Provision pour pertes sur opérations en cours
Provision pour garantie
Provisions concernant Pales Cherbourg.

Le montant total du redressement est de 20 186 608 € portant intégralement sur les déficits reportables de la société. Ce redressement n'a pas d'impact financier sur les comptes de GE Wind France.

Concernant l'impact de 20 186 608 € sur les déficits reportables, des reprises sur les provisions concernées par le redressement ont été effectuées sur les exercices 2019 et 2020 pour 11.043.953 €, le montant des pertes

antérieures a donc été corrigé de 9 142 655 € en 2021, portant le total des déficits reportables à 1.116.372.609€.

Correction d'erreur :

Correction d'erreur de résultat du fait de la comptabilisation d'une reprise d'une charge constatée d'avance dans les comptes de l'exercice clos au 31.12.2020.

Une erreur impactant le résultat des états financiers a été découverte en 2021. Cette erreur de résultat, corrigée dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021, a un impact positif sur le résultat net de la société d'un montant de 12 288 271 €. Cet impact sur les comptes 2021 a été comptabilisé en produits exceptionnels.

Pour une meilleure lecture, une information comparative (comptes proforma) est présentée ci-après, montrant ainsi l'impact sur les comptes de 2020 :

Bilan actif

Compte Proforma

BILAN-ACTIF	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 271 442,93	243 693,23	1 027 749,70	1 154 893,99
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	586 557,93	586 557,93		
Avances sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles	1 858 000,86	830 251,16	1 027 749,70	1 154 893,99
Terrains				
Constructions	3 716 452,16	166 961,18	3 549 490,98	
Installations techniques, matériel	68 969 139,69	51 111 908,47	17 857 231,22	23 448 917,52
Autres immobilisations corporelles	791 922,99	572 127,60	219 795,39	271 493,35
Immobilisations en cours	20 756 356,80	9 469 422,44	11 286 934,36	10 642 573,03
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles	94 233 871,64	61 320 419,69	32 913 451,95	34 362 983,90
Participations selon la méthode de meq				
Autres participations	20 195 641,11	1 768 506,00	18 427 135,11	19 635 204,11
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	8 256 712,15		8 256 712,15	
Autres immobilisations financières	57 326,40		57 326,40	57 326,40
TOTAL immobilisations financières	28 509 679,66	1 768 506,00	26 741 173,66	19 692 530,51
Total Actif Immobilisé (II)	124 601 552,16	63 919 176,85	60 682 375,31	55 210 408,40
Matières premières, approvisionnements	44 899 010,15	17 268 389,64	27 630 620,51	1 213 316,49
En cours de production de biens	6 411 871,44		6 411 871,44	0,00
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	10 921 379,71		10 921 379,71	4 007 408,23
Marchandises				
TOTAL Stock	62 232 261,30	17 268 389,64	44 963 871,66	5 220 724,72
Avances et acomptes versés sur commandes	1 468 468,00		1 468 468,00	3 797 342,21
Clients et comptes rattachés	327 192 449,37	52 450,42	327 139 998,95	45 482 986,37
Autres créances	712 169 238,13		712 169 238,13	431 287 788,65
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	1 039 361 687,50	52 450,42	1 039 309 237,08	476 770 775,02
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres:)				
Disponibilités	47 109,52		47 109,52	954 504,58
TOTAL Disponibilités	47 109,52		47 109,52	954 504,58
Charges constatées d'avance	90 535 137,06		90 535 137,06	98 082 485,42
TOTAL Actif circulant (III)	1 193 644 663,38	17 320 840,06	1 176 323 823,32	584 825 831,95
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des obligations (V)				
Écarts de conversion actif (V)				
Total Général (I à VI)	1 318 246 215,54	81 240 016,91	1 237 006 198,63	640 036 240,35

Bilan passif

Compte Proforma

BILAN-PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 113 869 120,00)	113 869 120,00	113 869 120,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport,		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	5 773 110,45	5 773 110,45
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont réserve des prov. fluctuation des cours :)		
Autres réserves (dont réserve achat d'œuvres originales d'artistes :)		
TOTAL Réserves	5 773 110,45	5 773 110,45
Report à nouveau	1 420 315,00	109 689 098,49
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-211 670 958,51	-95 980 512,49
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	-90 608 413,06	133 350 816,45
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)		
Provisions pour risques	123 013 679,59	70 209 586,18
Provisions pour charges	2 154 000,00	1 890 000,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	125 167 679,59	72 099 586,18
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs :)	64 259 496,23	64 296 428,65
TOTAL Dettes financières	64 259 496,23	64 296 428,65
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	822 474 575,32	169 826 442,33
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	304 799 352,77	190 998 072,84
Dettes fiscales et sociales	10 907 651,86	9 463 538,35
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	0,30	1 355,54
TOTAL Dettes d'exploitation	1 138 181 580,25	370 289 409,06
Produits constatés d'avance	5 855,62	0,01
TOTAL DETTES (IV)	1 202 446 932,10	434 585 837,72
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	1 237 006 198,63	640 036 240,35

Note 3 - Description des méthodes comptables

Principes retenus pour l'arrêté des Comptes Annuels

GE Wind France SAS est une société par actions simplifiée à associé unique de droit français qui arrête ses comptes en conformité avec la réglementation comptable française.

Ces comptes ont été préparés selon les mêmes principes et méthodes d'évaluation qu'au 31 décembre 2020.

Durée et comparabilité de l'exercice social

La durée de l'exercice clos au 31 décembre 2021 est de 12 mois, elle recouvre la période allant du 01 janvier 2021 au 31 décembre 2021. L'exercice précédent avait également une durée de 12 mois.

Principe de continuité d'exploitation

La société a préparé ses comptes sur la base du principe comptable de continuité d'exploitation. .

Rappel des principes

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux principes de continuité d'exploitation, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, d'indépendance des exercices et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Note 4 - Modes et méthodes appliqués aux différents postes du bilan et du compte de résultat

Reconnaissance des transactions réalisées par la société au titre de ses contrats commerciaux

La Société réalise des ventes d'équipements et de services qui sont des contrats de longue durée.

Contrats de longue durée

- ✓ L'exécution des obligations contractuelles afférentes à ces contrats se déroule généralement sur deux ou plusieurs exercices comptables.
- ✓ Le chiffre d'affaires est comptabilisé en fonction de l'état d'avancement du contrat. Dorénavant l'état d'avancement est défini sur la base des coûts engagés, à condition que ces derniers reflètent des travaux raisonnablement acceptés par le client. La différence entre le chiffre d'affaires évalué en fonction de l'état d'avancement et le chiffre d'affaires comptabilisé au titre des périodes précédentes constitue le chiffre d'affaires de la période.
- ✓ Le coût de revient des contrats inclut les coûts directs (tels que matières, main d'œuvre, sous-traitance, garantie) ainsi que les coûts indirects (conduite et direction des projets).

Les frais commerciaux, les frais administratifs et les frais financiers sont exclus des coûts de revient.
- ✓ Les charges encourues pour l'exécution du contrat sont dans un premier temps comptabilisées dans le compte de résultat.
- ✓ Ces nouvelles dispositions ont été appliquées aux nouveaux contrats à compter du 1er janvier 2019.
- ✓ Chaque contrat fait l'objet d'une revue à intervalles réguliers et la marge à terminaison (différence entre le prix de vente contractuel et le coût de revient) est réestimée sur la base des derniers éléments connus.
- ✓ S'il devient probable que le coût de revient à terminaison d'un contrat excède son chiffre d'affaires total estimé, la perte non encore constatée sur le chiffre d'affaires non encore reconnu fait immédiatement l'objet d'une provision.

- ✓ Au 31/12/2021, le montant des pertes à terminaison est de 71 501 283 € contre 51 826 735 € au 31/12/2020.

Ventes de biens et de services

Les revenus liés à la vente de biens sont reconnus lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages consécutifs à la vente (c'est-à-dire généralement lors de la livraison du bien).

Les revenus liés à des prestations de services sont reconnus à l'issue de l'exécution des obligations contractuelles.

Stocks et en-cours

Les stocks de matières et marchandises sont évalués à leur coût de revient en utilisant la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Ils font l'objet de dépréciation lorsque le coût de revient devient inférieur à la valeur probable de réalisation.

Le coût de revient des en-cours est déterminé selon les mêmes règles que celles définies plus haut pour déterminer le coût des ventes.

Transactions en devises

Enregistrements des opérations non couvertes par des opérations à terme

Les créances et dettes libellées en devises sont converties en euros sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les pertes et gains latents sont enregistrés dans des comptes d'écart de conversion, les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risques.

Fiscalement, ces écarts de conversion sont pris en compte pour la détermination du résultat imposable de l'exercice, conformément à l'article 38-4 du Code Général des Impôts. La provision pour risque est quant à elle non déductible.

Enregistrements des opérations couvertes par des opérations à terme

La société a recours à des instruments financiers de couverture pour limiter le risque d'exposition aux variations de cours des devises étrangères sur ses facturations clients ou factures fournisseurs dans lesdites devises étrangères. Pour ce faire elle procède principalement à des ventes ou achats à termes de devises étrangères souscrits en gré à gré avec des contreparties bancaires. Les opérations en devises (achats / ventes) sont converties au cours du jour de l'opération. A la clôture, les dettes et créances sont revalorisés en contrepartie d'un écart de conversion sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Parallèlement, les gains ou pertes de changes induits par les instruments dérivés auxquels elle a recours et répondant aux critères d'instrument de couvertures sont comptabilisés, à compter du 1er janvier 2017 de façon symétrique à l'élément couvert au compte de résultat.

Les couvertures adossées à des factures sont revalorisées en Chiffres d'affaires ou en Achats par contrepartie des comptes « effets des dérivés » comptabilisés à l'actif du bilan (rubrique « Disponibilités ») ou au passif du bilan (rubrique « Dettes financières »).

Les reports ou déports sont intégrés au coût de l'élément couvert au compte de résultat et ne sont pas étalés sur la durée de la couverture.

Fiscalement, les gains latents sur les contrats de change à terme en cours à la clôture de l'exercice sont pris en compte dans la détermination du résultat imposable de l'exercice. Sur cet exercice, la réintégration fiscale s'est élevée à 87 515 330 €. Concernant les pertes latentes, leur déduction est reportée à la date de réalisation de l'élément couvert. En application de l'article 38-6-3° du code général des impôts, un relevé des positions symétriques est annexé à la déclaration de résultat de l'exercice. Le montant des pertes latentes ainsi reporté est de 53 055 961 € pour cet exercice.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements ainsi que des éventuelles dépréciations constatées.

En l'absence de valeur résiduelle significative à la fin de la durée d'utilisation estimée, la base amortissable est généralement égale au coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée normale d'utilisation des biens considérés.

Les durées d'utilisation habituellement retenues pour des actifs acquis à l'état neuf sont les suivantes pour les catégories significatives d'immobilisations :

Catégorie	Mode	Durée
Agencements et aménagements	Linéaire	5 à 10 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de transport	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Si, dès l'origine, un ou plusieurs éléments constitutifs d'un même actif ont chacun des utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et fait l'objet d'un plan d'amortissement propre.

Dépenses de recherche et développement

GE Wind France SAS est au sein du groupe, la société leader dans le développement de la technologie « Wind offshore ». Elle coordonne et centralise les efforts des différents centres de recherche des sociétés du groupe en particulier le centre de recherche et développement de Nantes ainsi que ceux des filiales espagnoles, allemandes et américaines.

Les dépenses de R&D prises en charge par la société au titre de l'exercice 2021 s'élèvent à 9 485 061 Euros.

Immobilisations financières

Titres de participation et autres titres immobilisés

La société a des titres de participation :

- GE Offshore Wind (Guangzhou) Co est détenue à hauteur de 100% par GE Wind France
- GE Offshore Wind equipment manufacturing est détenue à hauteur de 25% par GE Wind France.

Les opérations suivantes ont été constituées sur l'exercice :

- Reprise de provision pour les titres de GE Offshore Wind (Guangzhou) Co pour 496 109 €
- Dotation aux provisions pour les titres de GE Offshore Wind equipment manufacturing pour 1 704 178 €

Créances rattachées à des filiales et participations

Pas de créances rattachées à ces participations sur cet exercice.

Engagements en matière de retraites et avantages similaires

Conformément aux accords existants et à la convention collective, une indemnité de départ, calculée en fonction du nombre d'années de services effectuées, est versée aux salariés de l'entreprise lors de leurs départs en retraite. Ces indemnités se définissent comme des régimes à prestations définies dans la mesure où la société en tant qu'employeur s'engage sur le niveau des prestations à verser à ses salariés. Ces engagements de retraite sont évalués et comptabilisés conformément à la méthode 2 de la recommandation ANC 2013-02 du 7 novembre 2013 (comptabilisation immédiate en résultat des écarts actuariels et des coûts des services passés).

Ainsi, pour déterminer la valeur actualisée, charges sociales incluses, de ses engagements, ainsi que le coût des services correspondants, la société utilise la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation nécessite l'utilisation de nombreuses hypothèses actuarielles, notamment âge de départ en retraite, taux d'actualisation et taux d'augmentation des salaires.

La provision inscrite au bilan correspond à la totalité de ces engagements sans aucun différé au titre des changements d'hypothèses actuarielles et des éventuels coûts des services passés relatifs à des modifications de régime.

La charge de l'exercice correspond :

- au coût des services rendus pendant l'exercice,
- au coût des services passés lors d'une modification, réduction ou liquidation de régime,
- à la désactualisation des engagements, et
- à la totalité de la variation des engagements résultant des changements d'hypothèses actuarielles.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des provisions pour indemnités de départ en retraite sont les suivantes :

- l'âge de départ à la retraite a été déterminé en fonction des évolutions législatives (recul de l'âge de départ en retraite) et de la catégorie socioprofessionnelle du salarié,
- le taux d'actualisation est déterminé en fonction du rendement des obligations des sociétés de bonne qualité (0.75 % au 31 décembre 2020 et 1.25 % au 31 décembre 2021),
- le taux d'augmentation des salaires doit être considéré comme une hypothèse à long terme et est basé sur le niveau d'inflation constaté et les attentes de différents organismes (Pas d'augmentation des salaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2021).

Les provisions

Provisions pour vétusté des stocks

La société GE Wind France SAS disposait dans ses stocks de composants d'éoliennes dont les spécifications ne correspondent plus aux contrats commerciaux en cours d'exécution. Ainsi, ces stocks étaient entièrement dépréciés au 31 décembre 2021.

Provisions règlementées

Néant

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir le cas échéant les risques suivants :

- *Provisions pour pertes à terminaison*

Conformément aux normes en vigueur, lorsqu'il devient probable que le coût de revient à terminaison d'un contrat excède son chiffre d'affaires total estimé, la perte non encore constatée sur les jalons non encore reconnus fait immédiatement l'objet d'une provision.

La revue dans le courant de l'exercice des contrats en cours d'exécution ou d'engagements pris sur des contrats futurs a conduit la société à provisionner des pertes à terminaison sur l'ensemble de ces contrats.

- *Provisions pour autres risques et charges*

Il s'agit des provisions pour risques couvrant des engagements pris par la société dans le cadre du développement de l'activité « Offshore » en France.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu d'après les informations connues à la date d'arrêté des comptes.

Charges constatées d'avance

GE Wind France a versé des avances à une société du groupe établie au Danemark, dans le cadre de la sous-traitance de fabrication de pâles.

Ces avances, non remboursables, ont été octroyées au titre du financement des coûts de développement de la solution fournie par ce sous-traitant.

Cette sous-traitance concerne un contrat client dont l'exécution est prévue au cours des prochains exercices.

Le montant de ces avances s'élève à 88,9 m€ au 31 décembre 2021. Elles ont été comptabilisées en charges constatées d'avance.

Les charges constatées d'avance seront inscrites en charges au fur et à mesure de la livraison des pâles par le sous-traitant, dans le cadre de l'exécution du contrat client.

Note 5 - Répartition du chiffre d'affaires par destination

Le Chiffre d'affaires de l'exercice s'est réparti de la façon suivante :

Rubriques (en €)	31/12/2021			31/12/2020
	France	Exportation	Total	
Ventes de marchandises				
Production vendue biens	386 965 450,46	6 358 921,42	393 324 371,88	161 373 298,81
Production vendue services	3 180 562,20	22 525 388,53	25 705 950,73	29 298 321,62
Chiffres d'affaires nets	390 146 012,66	28 884 309,95	419 030 322,61	190 671 620,43

Note 6 - Résultat financier

Rubriques (en €)	31/12/2021			Exercice Clos le 31/12/2020
	Produits financiers	Charges financières	Montant net	Montant net
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés		- 2 166 396	- 2 166 396	- 2 085 355
Dont transactions avec entreprises liées		- 2 166 396	- 2 166 396	
Résultat de change	5 439 505	- 276 780	5 162 725	1 544 412
Dotations / Reprise financières aux amortissements et provisions	496 109	- 1 704 178	- 1 208 069	-560 437
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	5 439 505	- 4 147 355	1 788 259	-1 101 380

Note 7 - Résultat exceptionnel

Rubriques (en €)	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 123 922,05	
Produits exceptionnels sur opérations en capital		450 000,00
Reprises sur provisions et transferts de charges		55 015 093,25
Total des produits exceptionnels (VII)	15 123 922,05	55 465 093,25
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	499 296,00	53 501 423,20
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	18 396,79	1 274 154,41
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	168 000,00	
Total des charges exceptionnelles (VIII)	685 692,79	54 775 577,61
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	14 438 229,26	689 515,64

Le résultat exceptionnel est un gain de 14 438 229,26 € qui correspond essentiellement à :

- Amende : - 1.2 K€
- Payment LD's EDF 53 393 587 € - provision : 53 000 000 € = - 393 K€
- Divers : Honoraires : - 18 k€
- Réparation machine : -30 k€
- Litige prud'homal : - 168 k€
- Contrôle douane : - 74 k€
- Refacturation GE Eoliennes SN : + 2 836 k€
- Correction amortissement 2020 LM funding : + 12 288 K€

Note 8 - Immobilisations incorporelles, corporelles et financière

Cadre A	IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		
			Réévaluation	Acqu. et apports	
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	1 858 000,79		0,07	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre			3 716 452,16	
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	66 087 517,19		2 881 622,50	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers	710 899,13		81 023,86	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique				
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours	10 642 573,03		10 113 783,77	
	Avances et acomptes				
TOTAL (III)		77 440 989,35		16 792 882,29	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations	20 195 641,11			
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières	57 326,40		8 256 712,15	
TOTAL (IV)		20 252 967,51		8 256 712,15	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		99 551 957,65		25 049 594,51	
Cadre B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation
		Virement	Cession		Valeur d'origine
	Frais d'établissement et de développement (I)				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)			1 858 000,86	
	Terrains				
Constructions	Sur sol propre			3 716 452,16	
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels			68 969 139,69	
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers			791 922,99	
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et mobilier informatique				
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations corporelles en cours			20 756 356,80	
	Avances et acomptes				
TOTAL (III)				94 233 871,64	
	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations			20 195 641,11	
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières			8 314 038,55	
TOTAL (IV)				28 509 679,66	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)				124 601 552,16	

Amortissements et dépréciations

Cadre A		SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Début d'exercice	Augment.	Diminutions	Fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		703 106,80	127 144,36		830 251,16
Terrains					
Constructions	Sur sol propre		166 961,18		166 961,18
	Sur sol d'autrui				
	Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériels et outillages		42 638 599,67	8 473 308,80		51 111 908,47
Autres immobilisations corporelles	Installations générales, agencements divers	439 405,78	132 721,82		572 127,60
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, informatique et mobilier				
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		43 078 005,45	8 772 991,80		51 850 997,25
TOTAL GENERAL (I + II + III)		43 781 112,25	8 900 136,16		52 681 248,41

Note 9 - Stocks et en cours

Rubriques (en €)	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements	Net	Net
Matières premières, approvisionnements	44 899 010,15	17 268 389,64	27 630 620,51	1 213 316,49
En cours de production de biens	6 411 871,44		6 411 871,44	0,00
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	10 921 379,71		10 921 379,71	4 007 408,23
Marchandises				
TOTAL Stock	62 232 261,30	17 268 389,64	44 963 871,66	5 220 724,72

Note 10 - Créances clients et comptes rattachés et autres créances

Rubriques (en €)	31/12/2021			31/12/2020
	Brut	Amortissements	Net	Net
CREANCES				
Avances et acomptes versés sur commandes	1 468 468		1 468 468	
Clients, facturations émises	77 143 113	52 450	77 195 563	36 438 764
Clients, facturations à émettre	250 049 039		250 049 039	9 044 223
Clients et comptes rattachés	327 192 449	52 450	327 139 999	45 482 986
Autres créances	712 169 238		712 169 238	431 287 788
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL Créances	1 039 361 687	52 450	1 039 309 237	476 770 776

Note 11 - Échéancier des créances

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts		8 256 712,15	8 256 712,15	
Autres immobilisations financières		57 326,40	57 326,40	
TOTAL DES CREANCES LIEES A L'ACTIF IMMOBILISE		8 314 038,55	8 314 038,55	
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients		327 192 449,37	327 192 449,37	
Créances représentatives de titres prêtés	Prov pour dép ant constitués.			
Personnel et comptes rattachés		140 696,16	140 696,16	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		152 746,64	152 746,64	
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	13 636 686,53	13 636 686,53	
	Taxe sur la valeur ajoutée	17 883 532,19	17 883 532,19	
	Autres impôts			
	Etat - divers			
Groupes et associés		674 160 964,28	674 160 964,28	
Débiteurs divers		6 194 612,33	6 194 612,33	
TOTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF CIRCULANT		1 039 361 687,50	1 039 361 687,50	
Charges constatées d'avance		90 535 137,06	90 535 137,06	
TOTAL DES CREANCES		1 138 210 863,11	1 138 210 863,11	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				

Note 12 - Capitaux propres

Capital social

Le capital de la société GE Wind France SAS est de 113 869 120,00 euros.

Ce capital est décomposé en 22 773 824 actions de 5 euros de nominal.

Liste des actionnaires

Composition du capital social

Nombre d'associés personnes morales : 1

Nombre de parts correspondantes : 22 773 824

Nombre d'associés personnes physiques :

Nombre de parts correspondantes :

Capital détenu par les personnes morales :

IDENTIFICATION		CAPITAL DETENU			ADRESSE		
Dénomination	SIREN	% détention	Nombre de parts	N°	Voie	CP	Commune
GE Renewable Holding France	484517271	100%	22773824	204	Rond-Point du Pont de Sèvres	92100	Boulogne - Billancourt

Variation des capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	Ouverture	Augment.	Diminut.	Distribut. dividendes	Affectation du résultat N-1	Apports et fusions	Clôture
Capital social	113 869 120						113 869 120
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	-						
Réserve légale	5 773 110						5 773 110
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves							
Report à nouveau	109 689 098				-108 268 783		1 420 315
Résultat de l'exercice	-108 268 783	-211 670 959	108 268 783				-211 670 959
Subventions d'investissement							
Provisions réglementées							
TOTAL CAPITAUX PROPRES	121 062 545						- 90 608 413

Le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2020 a été affecté comme suit :

- report à nouveau créditeur : - 108 268 783.49 €

Note 13 - Provisions pour risques et charges et dépréciations

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers				
Provisions investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
- Dont majorations exceptionnelles de 30%				
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992				
Provisions implantation étranger après 1.1.1992				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litige				
Provisions pour garantie	15 914 753,18	35 325 040,74		51 239 793,92
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités	416 780,59		416 780,59	
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions	1 890 000,00	264 000,00		2 154 000,00
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien				
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	53 878 052,41	104 609 037,19	86 713 203,93	71 773 885,67
TOTAL (II)	72 099 586,18	140 198 077,93	87 129 984,52	125 167 679,59
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles		9 469 422,44		9 469 422,44
Provisions sur titres mis en équivalence				
Provisions sur titres de participation	560 437,00	1 704 178,00	496 109,00	1 768 506,00
Provisions sur autres immos financières				
Provisions sur stocks	71 231 264,09	-63 705,95	53 899 168,50	17 268 389,64
Provisions sur comptes clients	2 369,26	55 881,80	5 800,64	52 450,42
Autres provisions pour dépréciations				
TOTAL (III)	71 794 070,35	11 165 776,29	54 401 078,14	28 558 768,50
TOTAL GENERAL (I + II + III)	143 893 656,53	151 363 854,22	141 531 062,66	153 726 448,09
Dont dotations et reprises d'exploitation		149 491 676,22	141 034 955,37	
Dont dotations et reprises financières		1 704 178,00	496 109,00	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		168 000,00		
dépréciations des titres mis en équivalence				

Note 14 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Rubriques	(en €)	31/12/2021	31/12/2020
DETTES D'EXPLOITATION			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		822 474 575	169 826 442
Fournisseurs, factures parvenues		121 054 145	49 359 684
Fournisseurs, factures non parvenues		183 745 207	141 638 389
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		304 799 352	190 998 073
Dettes fiscales et sociales		10 907 652	9 463 538
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			1 355
TOTAL Dettes d'exploitation		1 138 181 579	370 289 409

Note 15 - Échéancier des dettes

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts auprès des établissements de crédits moins de 1 an à l'origine				
	Emprunts auprès des établissements de crédits plus de 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers	64 259 496,23	64 259 496,23		
	Fournisseurs et comptes rattachés	304 799 352,77	304 799 352,77		
	Personnel et comptes rattachés	5 926 149,68	5 926 149,68		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 342 786,34	3 342 786,34		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	1 589,30	1 589,30		
	Taxe sur la valeur ajoutée	3 485,00	3 485,00		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts	1 633 641,54	1 633 641,54		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupes et associés				
	Autres dettes	0,30	0,30		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	5 855,62	5 855,62		
TOTAL DES DETTES		379 972 356,78	379 972 356,78		
	Emprunts souscrits en cours d'exercice		Emprunts auprès des associés personnes physiques		
	Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Note 16 - Entreprises liées

Poste du bilan / résultat (en €)	Entreprises liées
Immobilisations financières	28 452 353
Emprunts et dettes financières divers	64 259 259
Dettes	154 816 505
Créances	134 558 257
Autres dettes / comptes courant	-
Autres créances / comptes courant	674 160 964
Produits financiers	496 109
Charges financières	2 166 396

Note 17 - Charges à payer

Dettes / résultat (en €)	Montant
Emprunts et dettes financières divers	50 000 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 468 468
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	183 745 207
Dettes fiscales et sociales	9 713 734

Note 18 - Instruments financiers de couverture

La totalité des instruments de couverture contractés par la société visent à couvrir l'exposition au risque de change.

Les résultats de change résultant de la comptabilisation des dettes et créances à caractère commercial ou financier et de leurs couvertures associées sont enregistrés en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations les ayant générés.

(en €)	au 31 décembre 2021			au 31 décembre 2020		
	Montant notionnel des instruments	Instruments à juste valeur positive	Instruments à juste valeur négative	Montant notionnel des instruments	Instruments à juste valeur positive	Instruments à juste valeur négative
Ventes à terme	687 399 932	248 123	52 372 942	52 304 078	407 075	306 650
Achats à terme	578 704 058	75 439 323	683 020	447 445 983	3 126 270	1 249 769
Garanties de change Coface Ventes	-	-	-	-	-	-
Coface Achats	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-
Total justes valeurs	1 266 103 990	75 687 447	53 055 962	499 750 061	3 533 345	1 556 419

Note 19 - Liste des filiales et participations

Filiales et participations	Capital	Quote-part du capital détenu (en %)	Capitaux propres	Chiffre d'affaires hors taxe du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice
GE Wind Offshore Guangzhou	10 841 313	100	22 878 526	0	(180 759)	0
GE Wind Offshore equipmenet manufacturing (Jieyang)	10 007 366	25	(2 415 360)	0	(2 594 610)	0

Note 20 - Dépenses de Recherche et Développement

Les dépenses de R&D prises en charge par la société au titre de l'exercice 2021 se montent à 9 485 061 Euros.

Note 21 - Effectifs et rémunérations

Effectifs de la société

	31/12/2021	31/12/2020
Ingénieurs et cadres	236	192
Employés administratifs, techniciens et agents de maitrise	21	23
Ouvriers	-	-
Total des effectifs	257	215

Salariés en apprentissage ou contrat de professionnalisation	2	1
--	---	---

Rémunération des administrateurs

Aucune rémunération n'est versée aux administrateurs au titre de leurs mandats.

Note 22 - Engagements hors bilan

Engagement au titre des cautions bancaires et garanties de société-mère délivrées aux clients de la société

La société est engagée à dédommager les établissements bancaires en cas de mise en jeu par les clients des cautions et garanties qui leur ont été délivrées.

(Montant en €)	En cours au 31/12/2021	En cours au 31/12/2020
Garanties bancaires	1 170 204 656	519 817 746
Garanties société mère	336 890 307	331 739 029

Engagements de crédits-baux

Néant

Note 23 – Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisés par la société est déterminée comme en l'absence d'intégration. Les économies ou compléments d'impôt sur les sociétés générés par le régime d'intégration fiscale sont conservés par la tête d'intégration fiscale.

Le résultat fiscal de la société est une perte fiscale de 129 414 076 €.

L'impôt au taux normal de l'IS 26% est de 0 €.

Le poste « impôt sur sociétés » du compte de résultat constate un produit de 2 845 518 €. Il s'agit du montant de :

- Crédit d'impôt recherche 2021 = 2 845 518 € .

Situation impôt différé

<i>Libellé</i>	31/12/2021	31/12/2020
Bases d'accroissement de la dette future d'impôt		
Provisions règlementées		
Subventions d'investissement		
Écart d'évaluation négatif des titres d'O.P.V.C.M		
Écart de conversion Actif	0	0
Autres charges déduites d'avance		
Plus values à long terme en sursis d'imposition		
Total bases d'accroissement de la dette future d'impôt	0	0
Total passif d'impôt futur	0	0
Bases d'allègement de la dette future d'impôt		
Amortissements des logiciels		
Pertes potentielles sur contrat à long terme		
Provisions pour retraites et obligations similaires et provisions pour pertes à terminaison	100 597 109	53 514 736
Autres risques et charges provisionnés		
Charges à payer		
Écart d'évaluation positif des titres d'O.P.V.C.M		
Écart de conversion Passif		0
Autres produits taxés d'avance		
Déficits reportables fiscalement	1 116 372 609	995 599 876
Total bases d'allègement de la dette future d'impôt	1 216 969 718	940 566 669
Total actif d'impôt futur(25.83%)	314 343 278	242 948 370
Situation nette	314 343 278	242 948 370

Note 24 - Évènements postérieurs à la clôture

Néant.